

AAH : le Sénat vote la déconjugalisation sans modifications

Le Sénat a adopté, le 28 juillet, l'article du projet de loi sur le pouvoir d'achat actant la déconjugalisation de l'allocation aux adultes handicapés (AAH). Le texte doit revenir à l'Assemblée nationale, le 3 août, pour un ultime examen.

Les sénateurs n'ont apporté aucune modification au dispositif voté [une semaine plus tôt](#) par les députés. S'ils se réjouissent de cette adoption, les acteurs associatifs souhaitent [une clarification](#) des dispositions ouvrant un droit d'option entre l'ancien et le nouveau régime.



Certains sénateurs ont déploré l'entrée en vigueur tardive de cette mesure, fixée au plus tard au 1^{er} octobre 2023. Le ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées et la ministre déléguée aux Personnes handicapées ont reçu, [le 27 juillet](#), des parlementaires pour justement évoquer les modalités de mise en œuvre de la déconjugalisation, et notamment les difficultés techniques justifiant son entrée en vigueur à l'automne 2023.

Merci pour vos remarques et vos contributions
Prochain Numéro courant septembre 2022

Activité du SIAO/115

1050 appels en juillet 2022 dont :

- 249 demandes orientées vers les abris de nuit
- 2 orientations vers des hébergements dont 1 suite à des violences.
- 127 appels réorientés vers l'Instance de Régulation
- 34 demandes orientées vers l'hôtel dont 15 suite à des violences

Dans ce numéro

- Don énergie
- Banque Alimentaire
- Journal de guerre
- Violences sur les travailleurs sociaux
- MNA
- Réseaux sociaux

La Fondation Abbé Pierre et EDF mettent en place le "don d'énergie"

La Fondation Abbé Pierre et EDF s'associent pour aider les ménages les plus fragiles à payer leurs factures d'énergie.

Depuis l'application « EDF & Moi », n'importe quel client de l'entreprise d'électricité peut faire des dons, du montant de son choix, et visualiser « à quoi cela correspond en énergie offerte ». Par exemple, 5 € correspondent à une ampoule allumée pendant un an et 8 € représentent deux jours de chauffage.



Pour chaque euro donné, EDF verse un euro supplémentaire à la Fondation Abbé Pierre. « Ce supplément de dons permet de financer des actions de prévention de la précarité énergétique, via actuellement deux programmes : Soliha Morbihan en Bretagne et Eco-Loge Toit en Occitanie », précise un communiqué du 12 juillet.

Impact de l'inflation sur les personnes accueillies par les Banques alimentaires



La Fédération française des banques alimentaires (FFBA) a réalisé, en juin 2022, une enquête flash sur l'impact de l'inflation sur la consommation alimentaire des personnes accueillies. Qu'en ressort-il ?

Elle constate notamment que le budget alimentation a augmenté pour la moitié des personnes interrogées, au détriment d'autres postes de dépenses (vêtements et loisirs). En outre, les foyers se sont massivement reportés (91 %) sur les produits discount, moins chers.

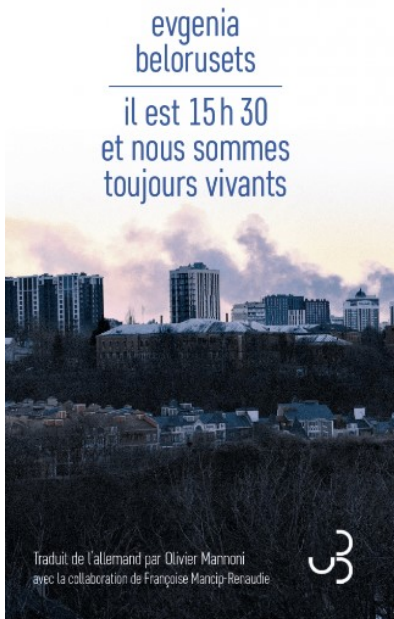
Autre impact de l'inflation : un recours accru à l'aide alimentaire pour 80 % des répondants, surtout pour l'achat de fruits, légumes et viande, « produits dont le prix est souvent élevé ».

À la lumière de ces résultats, la FFBA réagit aux annonces du gouvernement concernant la mise en place d'un « [chèque alimentaire](#) », qui devrait comprendre un dispositif ciblé pour « accéder à des produits de qualité ». Elle demande, à cet effet, que les banques alimentaires se voient déléguer une partie du budget qui y sera alloué « pour soutenir [leurs] achats vers des produits locaux et d'origine France ».

Il est 15h30 et nous sommes toujours vivants – Journal de guerre

Kharkiv. Marioupol. Lougansk. Tchernihiv. Boutcha...

« Je prie mes lecteurs, tous ceux qui sont auprès de nous par la pensée en ce moment, de graver dans leur mémoire ces noms de villes ukrainiennes. Ces lieux nous appartiennent à nous tous. La responsabilité de leur sécurité incombe au monde entier. »



Dès le début de la guerre en Ukraine, le 24 février 2022, l'écrivaine et photographe Evgenia Belorusets a entrepris de tenir un journal, dans lequel elle raconte le quotidien des habitants de Kiev : le sifflement des bombes, le silence des rues dévastées, la sidération, l'effroi, l'incertitude. Mais la vie, aussi, qui continue vaillant que vaillant à travers les gestes les plus anodins – échanger quelques mots avec un voisin, s'asseoir un moment sur un banc dans un parc, attraper au vol le miracle d'un sourire, d'un rayon de soleil, d'une minute de répit.

Avec ce document exceptionnel, dans lequel dialoguent textes et photographies, Evgenia Belorusets fait acte de résistance à sa manière intime, tentant, par les seules armes de l'art et de la littérature, de nous faire prendre la mesure exacte, à hauteur d'humanité, du drame qui se joue aujourd'hui à nos portes.

NOTE DE L'ÉDITEUR

À l'heure où nous mettons ce livre sous presse, Evgenia Belorusets se trouve désormais à Berlin. Elle continue d'écrire, et nous continuerons de la publier.

Une partie des recettes de cet ouvrage sera reversée à l'association France Terre d'Asile.

France Terre d'Asile est une association de promotion des droits humains et de prise en charge des personnes en besoin de protection : demandeurs d'asile, réfugiés, mineurs isolés étrangers. L'association a été créée en 1971 et est aujourd'hui présente dans 11 régions, 60 villes, à travers l'animation d'une centaine de dispositifs qui accompagnent plus de 12 000 personnes chaque jour.



Depuis l'arrivée des premières personnes ayant fui l'Ukraine, France Terre d'Asile s'est mobilisée pour participer à l'accueil et l'accompagnement de ces personnes, aux côtés des services de l'État et de nombreuses associations. À Paris, France Terre d'Asile est présente dans le centre Accueil Ukraine, porte de Versailles, pour orienter tous les réfugiés à la recherche d'un lieu d'hébergement en France. En un mois, plus de 7 500 personnes se sont ainsi vu proposer un hébergement depuis ce centre.

Ailleurs en France, notre association est également mobilisée dans de nombreux territoires, notamment dans la Manche, le Loir-et-Cher ou les Hautes-Alpes, pour organiser l'accueil, l'hébergement ou l'accompagnement des personnes ayant fui l'Ukraine.

Pour en savoir plus : www.france-terre-asile.org

Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni avec la collaboration de Françoise Mancip-Renaudie.

Violences physiques et verbales : plus de 3 % de travailleurs sociaux parmi les professions exposées

L'estimation est inédite : le ministère de l'Intérieur vient de publier une étude sur les professions des victimes des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

Certes, lors des dépôts de plainte par exemple, les métiers ne sont pas systématiquement renseignés... Mais après redressement statistique, l'étude peut évaluer à 2,4 % la part des professionnels de « *l'intervention socio-éducative, de l'animation socio-culturelle et des loisirs* », parmi les victimes de violences physiques ou verbales enregistrées – sans compter les violences sexuelles ou intrafamiliales.

Quant aux spécialistes en « *intervention sociale et aide domestique* », ils en représentent près de 0,8 %, et les « *fonctionnaires* » au sens large, 0,9 %. À titre de comparaison, les policiers et gendarmes eux-mêmes comptent pour près d'un quart des victimes.

Il est vrai qu'attenter aux « *personnes dépositaires de l'autorité publique* » ainsi qu'aux « *chargés de mission de service public* » constitue une circonstance aggravante, comme le rappelle le service statistique du ministère de l'Intérieur. De telles fonctions, dès lors, peuvent être surreprésentées parmi les métiers déclarés au poste. En ne considérant que ces cas particuliers, policiers et gendarmes représentent la moitié des victimes enregistrées pour violences avec circonstances aggravantes, et les intervenants sociaux, 4 %.

Mineurs non accompagnés : les mesures de protection repartent à la hausse

La mission mineurs non accompagnés (MNA) de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) rend compte, dans un récent rapport, de son activité en 2021.

L'an passé, quelques 11 315 ordonnances et jugements de placement concernant des MNA ont été portées à sa connaissance, un chiffre en augmentation par rapport à 2020, où 9 524 décisions avaient été prises, mais qui reste inférieur à son niveau d'avant crise sanitaire (16 760 en 2019). Près de la moitié des jeunes viennent de Guinée, de Côte d'Ivoire et du Mali.

Outre ces éléments statistiques, la mission MNA relate des irrégularités dans la mise en œuvre du fichier d'appui à l'évaluation de la minorité (AEM) par certains départements, qui ont interrogé le fichier alors même que la minorité du jeune a déjà été reconnue par le juge. Cette pratique a d'ailleurs été interdite par la loi de protection des enfants.

Responsable de la publication : Sylvie WANLIN - GCS25

Rédaction : Equipe SIAO

Les contenus ont une valeur informative et sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

IMPRESSION PAR NOS PROPRES MOYENS

Sur les réseaux sociaux : rendre visible le travail social

Faire connaître les métiers du social au grand public, mais aussi échanger entre professionnels, réfléchir collectivement, fédérer une communauté : autant d'opportunités saisies par des travailleurs sociaux de plus en plus nombreux à investir Instagram, Twitch, voire TikTok.

« J'en avais ras-le-bol de voir des documentaires France 2 qui diabolisent le travail des éducateurs, alors qu'il y en a qui se tuent au travail, ce que l'on ne montre jamais », assène Cyril Baillif, plus de 3 000 abonnés au compteur sur Instagram.

Une tribune

Comme d'autres travailleurs sociaux de sa génération, cet éducateur spécialisé a décidé d'utiliser les espaces de libre expression qu'offrent les réseaux sociaux tels Instagram ou, plus encore, la plateforme de stream Twitch, pour parler de son métier et donner une tribune à des collègues invités à venir expliquer le leur.

Déconstruire et fédérer

Chacun dans leur style, mais en alliant généralement l'humour à la pédagogie et au débat, ces « *streamers* », Instagramers ou Tiktokeurs assument de se mettre en scène pour la bonne cause. Tel Sènam Agon, alias @pawol_d.educ sur Instagram, qui ambitionne, à travers ses posts, stories et réels de « *déconstruire les représentations* » et de « *fédérer autour du social* ».

De donner, aussi, de la visibilité aux professionnels, à l'heure où l'absence de reconnaissance pèse cruellement, comme l'ont montré les récentes mobilisations et la désaffection croissante pour le secteur.

Visibiliser et expliquer

Alors tant pis si la mise en avant n'est pas dans l'ADN originel du travailleur social, le jeu en vaut doublement la chandelle, insiste Kévin Grosset, parmi les pionniers en la matière : car « *plus on s'invisibilise, plus on invisibilise les personnes que l'on accompagne. Et l'on se tire une balle dans le pied* », estime ce travailleur social, conscient d'évoluer dans une « *société de l'image* ».

Se soutenir entre pairs

Soucieux de pédagogie à l'égard du grand public, souvent mal informés sur le travail social, ces ambassadeurs du secteur veillent à rester accessibles dans leur discours, et à éviter l'entre-soi.

Pour autant, investir les réseaux sociaux est aussi pour eux l'opportunité d'un lien et d'une réassurance entre pairs, d'un espace de réflexion collective, dans un contexte où ceux-ci font parfois défaut. La possibilité d'un soutien mutuel, en somme, pour des professionnels souvent à la peine et isolés.

Notre journaliste a rencontré ces professionnels actifs sur les réseaux sociaux, son reportage long format est à lire ici : → « [Twitch, Instagram, TikTok : des travailleurs sociaux sur les réseaux](#) »

Retrouvez l'ensemble des bulletins du SIAO sur notre site internet

<http://siao25.e-monsite.com/pages/bulletin.html>